

Ukraine. « La normalisation de la guerre à grande échelle a vu le retour de la confrontation politique »

Entretien avec Viktoriia Pihul du Mouvement social ukrainien

mardi 26 mars 2024, par [FUENTES Federico](#), [PIHUL Viktoriia](#) (Date de rédaction antérieure : 25 mars 2024).

Deux ans après l'invasion de l'Ukraine, l'incertitude règne toujours quant à l'avenir du pays. La guerre s'est étendue et sera la toile de fond des élections présidentielles russes, qui se tiendront du 15 au 17 mars. Comment les organisations socialistes ukrainiennes se positionnent-elles à l'heure actuelle ? Comment abordez-vous la lutte contre Vladimir Poutine et les forces de droite dans votre propre pays ?

Quels ont été les principaux impacts de ces deux années de guerre sur la société ukrainienne ?

L'impact le plus important a été la banalisation d'une guerre de grande échelle. En deux ans, les gens se sont habitués à la guerre et l'ont intégrée à leur vie quotidienne. La guerre est considérée comme l'un des problèmes sociaux les plus importants, mais aussi comme un problème parmi d'autres. En conséquence, les confrontations politiques sont de retour, tout comme les discussions sur des problèmes tels que la corruption, les inégalités, les problèmes économiques, etc.

Bien sûr, d'une manière ou d'une autre, la plupart des discussions sont encore menées à travers le prisme de la guerre et de la résistance à la Russie. Toutes les forces politiques cherchent à faire appel à l'armée et à la lutte contre la Russie, les décisions ou propositions étant généralement justifiées par le fait qu'elles sont « utiles au front et à la victoire ». Mais la société ukrainienne n'est pas épuisée de la guerre : le niveau de soutien à l'armée est stable depuis longtemps. Les gens se sont plutôt habitués à la guerre et se sont adaptés aux conditions actuelles, dont ils se rendent compte qu'elles ne changeront pas avant très longtemps. Dans un sens, la guerre est un moyen de dissuasion pour de nombreux conflits internes (de classe, politiques, idéologiques, etc.). Mais avec la banalisation, ces conflits reviendront de plus en plus à leur état d'avant-guerre, bien que la guerre soit désormais utilisée comme l'un des arguments, sinon l'argument décisif.

Comment le Mouvement social interprète-t-il le récent remplacement de l'ancien commandant en chef Valeri Zaloujny par le général Oleksandr Syrsky ?

Le principal problème de ce remplacement est son manque de transparence. La conception du président ukrainien Volodymyr Zelensky de la souveraineté du pouvoir présidentiel est vraiment douteuse. Même avant l'invasion massive, il n'a jamais expliqué ses nominations et ses révocations. La guerre à grande échelle n'a fait qu'exacerber ce problème. Par exemple, l'ami proche de Zelensky, Ivan Bakanov, qui était à la tête du service de sécurité ukrainien, a été démis de ses fonctions sans aucune explication - alors qu'il était évident que ses actions pouvaient être qualifiées a minima de négligentes. Nous n'avons reçu aucune explication claire justifiant le remplacement de

Zaloujny. Au lieu de cela, il n'y a eu qu'une vague déclaration publique et une séance d'information à huis clos pour la presse. Le public n'a pas été informé de tout. C'est en partie compréhensible, car la guerre impose des limites à la transparence. Cependant, tout ce qui nous reste, ce sont des spéculations basées sur des informations d'initiés publiées dans divers médias.

La situation de Zaloujny est assez paradoxale. La société critique de plus en plus l'armée. L'armée ukrainienne a hérité de nombreux problèmes de l'armée soviétique. Ceux qui s'engagent ne sont pas satisfaits de la bureaucratie, des méthodes dépassées, de la corruption, etc. D'un autre côté, ces critiques n'ont pas affecté la popularité de Zaloujny, bien que celui-ci n'ait pas agi contre les dirigeants impopulaires de l'armée (par exemple, le chef du corps médical qui n'a pas approvisionné l'armée en médicaments tactiques, ou les chefs des centres de recrutement territoriaux impliqués dans des affaires de corruption). Il ne faut pas sous-estimer le rôle de Zaloujny dans la défense face à l'invasion russe : c'était un général brillant dont les actions non conventionnelles et courageuses ont sauvé notre pays. En conséquence, son autorité est devenue pratiquement inattaquable, dans l'armée et dans la société. Comme toute personne, il peut commettre des erreurs et a des faiblesses. Mais la légende qui s'est développée autour de lui empêche toute discussion sérieuse à ce sujet.

Dans le même temps, les difficultés de l'armée perturbent le soutien de Zelensky. Le mécontentement de Zelensky à l'égard de Zaloujny est dû à ses tentatives de s'exprimer de manière indépendante dans les médias. L'équipe de Zelensky accorde beaucoup d'attention au contrôle de la narration médiatique et n'aime pas qu'on perturbe ses plans. Ces faits, ainsi que le manque d'explications à cette décision, ont popularisé des explications simplistes - par exemple, que Zaloujny aurait été remplacé parce que trop pessimiste, alors que Zelensky exigerait de lui des rapports plus optimistes [1].

Il s'agit probablement d'une simplification excessive : nous n'avons pas constaté de divergences ou de conflits graves au sein de l'état-major ukrainien ou entre les dirigeants militaires et politiques pendant la contre-offensive de l'été. De nombreuses décisions aujourd'hui critiquées a posteriori (défense de Bakhmout et offensives simultanées sur plusieurs points) ne peuvent être attribuées à une seule personne. Bien que de nombreux problèmes de la campagne 2023 aient été causés par le manque et la lenteur du soutien militaire étranger, la décision de changer le commandant en chef a probablement été provoquée par ces mêmes problèmes. Il est évident qu'une nouvelle stratégie est recherchée pour contrer la Russie dans des conditions de plus en plus difficiles. Nous espérons que la nouvelle stratégie s'appuiera sur les points forts de l'Ukraine - comme cela s'est produit lors de la campagne navale de 2023, qui a été une victoire majeure pour l'Ukraine et a permis de rouvrir la mer Noire au commerce.

Notre impression, depuis l'extérieur, est que les critiques à l'encontre de Zelensky semblent s'intensifier de manière plus générale. Des protestations ont eu lieu sur différents sujets, de la nouvelle loi de mobilisation aux priorités budgétaires pour le gouvernement local, en passant par le projet de rationalisation de l'enseignement universitaire. Pouvez-vous nous donner une idée de l'ampleur de ces critiques et de ces protestations ? Y voyez-vous un affaiblissement de l'effort de guerre ?

Il s'agit simplement d'une conséquence de la banalisation de la guerre et du retour des questions politiques. Dans un monde idéal, la société serait totalement unie, comme au début de l'invasion. Mais c'est impossible. La raison principale en est que différents groupes sociaux sont prêts, à des degrés divers, à compromettre leurs intérêts pour gagner la guerre. Les secteurs les plus privilégiés, qui sont personnellement plus éloignés de la guerre, peuvent avoir beaucoup à perdre d'une défaite, mais ils savent qu'ils peuvent au moins partir facilement à l'étranger. Par contre, ceux de la classe ouvrière et des couches moyennes inférieures, pour la plupart, ne peuvent envisager un avenir sans l'Ukraine et sont donc prêts à faire de grands compromis au nom de la victoire.

Il est significatif que l'offensive contre les droits des travailleurs soit à l'origine de ce retour progressif de la politique. Les travailleurs et de nombreux autres groupes sont sur la défensive. Ce retour de la politique signifie que chaque problème, chaque critique, chaque mouvement de protestation sera utilisé par un groupe politique ou un autre. Cela conduira inévitablement à la surenchère, au ralentissement de la prise de décision, etc. Il ne s'agit pas seulement de l'Ukraine, mais d'un processus politique caractéristique de presque tous les pays d'Europe de l'Est. La seule différence est que nous menons une guerre à grande échelle contre un ennemi supérieur.

Tout cela a bien sûr un impact sur la guerre. Par exemple, le retard dans l'adoption de la loi sur la mobilisation a empêché la reconstitution rapide des troupes épuisées sur le front. Mais il est important de noter que la principale raison de ce retard et de la réticence de Zelensky à procéder à une nouvelle mobilisation à grande échelle est d'ordre financier. Les coûts de la mobilisation ne peuvent être couverts sans augmenter les impôts. C'est cela qui fait peur au gouvernement, et pas seulement le fait qu'il y ait moins de personnes prêtes à se battre. Le désir du gouvernement de protéger les groupes privilégiés du fardeau de la guerre entrera de plus en plus en conflit avec l'effort de guerre. Nous continuerons à le souligner afin de réduire les dommages qu'il cause à notre pays.

Dans une interview récente, Oksana Dutchak, membre de l'équipe éditoriale du magazine ukrainien de gauche, Спільне/Commons, a déclaré : « il y a un sentiment d'injustice par rapport au processus de mobilisation. Le niveau de revenus et/ou la corruption conduisent à mobiliser majoritairement (mais pas exclusivement) les classes populaires, ce qui va à l'encontre de l'image idéale de la "guerre populaire" à laquelle participe toute la société » [2]. Quelle est l'ampleur de cette tendance ?

La mobilisation pour repousser l'agression extérieure est nécessaire, mais elle est injuste dans les conditions actuelles. La société ukrainienne est divisée socialement. Dotées de pouvoir, les classes privilégiées tenteront à tout prix de réduire le nombre de victimes issues de leur classe. Les riches peuvent payer des pots-de-vin pour éviter le service militaire. En revanche, les travailleurs sont pratiquement sans voix et risquent bien plus de payer de leur vie. Le fardeau des travailleurs est donc disproportionnellement plus lourd. Le risque de sanctions en cas de désobéissance aux exigences de la mobilisation est beaucoup plus élevé pour les pauvres, car leur accès à des avocats est limité. Dans le même temps, des innovations sont introduites pour permettre aux riches d'acheter légalement leur liberté de mouvement ou de partir à l'étranger.

Les politiques néolibérales en matière d'emploi ont également considérablement affaibli les incitations pour les travailleurs à s'engager dans l'armée. Depuis juillet 2022, les travailleurs mobilisés ne reçoivent plus le salaire moyen de leur lieu de travail en plus de leur rémunération en tant que soldats, ce qui rend les travailleurs et leurs familles plus vulnérables. De plus, d'un point de vue administratif, il est beaucoup plus facile de distribuer des convocations en masse là où les travailleurs sont concentrés - dans les mines, les chemins de fer, les exploitations agricoles, etc.

Pour que la guerre devienne populaire, il est nécessaire d'établir l'égalité sociale - en commençant par la confiscation des richesses qui dépassent la norme nécessaire à une vie décente, une fiscalité progressive pour mieux soutenir financièrement les familles des travailleurs tués au front, et un moratoire complet sur les réformes qui augmentent la pauvreté. Je voudrais ajouter qu'il est difficile de répondre sans équivoque à la question de la prévalence d'une « mobilisation de classe », car l'État ne tient pas à tenir des statistiques sur l'appartenance sociale des personnes mobilisées.

Les camarades du Mouvement social ont analysé les défauts du nouveau Code du travail proposé, qui renforce la domination du patronat et affaiblit les syndicats. Comment le mouvement syndical peut-il lutter contre cela sous la loi martiale ?

Contrairement aux oligarques, les travailleurs essaient d'éviter de saper l'économie de leur pays pour leurs propres intérêts. Par conséquent, les principaux moyens dont nous disposons pour lutter contre les initiatives anti-travailleurs passent par la bataille médiatique à l'intérieur du pays et le lobbying contre ce type d'initiatives avec des partenaires étrangers. Ces deux moyens fonctionnent : les mesures anti-travailleurs sont très impopulaires et une couverture médiatique suffisante a entraîné d'importants retards dans leur mise en œuvre. La collaboration avec des partenaires étrangers a également permis de faire pression sur les autorités en augmentant le coût de l'introduction de ces mesures.

Idéalement, nous aimerions que les revendications sociales (qui ont leur raison d'être en temps de guerre totale) soient placées au même niveau que la lutte contre la corruption. Tout cela doit être pris en compte dans le cadre de la poursuite de l'intégration de l'Ukraine dans l'Union européenne, notamment parce que l'UE offre une meilleure protection juridique aux travailleurs que l'Ukraine. D'une manière ou d'une autre, l'Ukraine devra harmoniser sa législation avec celle de l'UE.

Enfin, et c'est peut-être le plus important, nous voyons comment la réalité économique commence à percuter le paradigme néolibéral. L'Ukraine commence à souffrir de pénuries de main-d'œuvre- plus de 90% des entreprises affirment y être confrontées. L'adoption de nouvelles lois anti-ouvrières ne fera qu'accentuer l'exode des travailleurs. Jusqu'à présent, les autorités ont cherché à résoudre ce problème par des mesures administratives plutôt naïves, telles que le lobbying pour annuler les prestations sociales des citoyen·es ukrainien·es déplacé·es en Europe. Cependant, il est évident que de telles mesures sont vouées à l'échec, car les pays européens veulent intégrer dans leurs économies les Ukrainien·es déplacé·es. Tôt ou tard, le gouvernement devra trouver des moyens de faire revenir celles et ceux qui sont parti·es et de garder celles et ceux qui sont resté·es. Nous continuerons à rendre compte de tout cela et à mettre en garde contre les conséquences de toute politique irréfléchie.

Alors que les gouvernements occidentaux se sont empressés de venir en aide à l'Ukraine dans les semaines qui ont suivi l'invasion, l'aide militaire fournie aujourd'hui est loin de répondre aux besoins.

Qu'est-ce que cela nous apprend sur la façon dont les gouvernements occidentaux perçoivent la guerre ? Et que peuvent faire les partisans de l'Ukraine dans d'autres pays pour contribuer à inverser cette situation et aider la gauche en Ukraine ?

Nous ressentons les effets directs du déclin du soutien occidental. De plus en plus de missiles russes ne sont pas abattus, ce qui se traduit par un plus grand nombre de morts parmi les civils. Et les troupes russes progressent plus rapidement à mesure que l'armée ukrainienne manque de munitions. Mais nous sommes loin de penser que l'Occident ne s'intéresse plus à l'Ukraine. Nous constatons plutôt un processus de banalisation de la guerre et un éloignement de la situation d'urgence des premiers mois de l'invasion. Tout cela a entraîné un ralentissement considérable de l'aide, en raison de la bureaucratie habituelle.

Cela a également permis à des groupes restreints mais influents, tels que l'extrême droite, l'agro-industrie, les négociants en pétrole et certains membres des cercles militaires, d'utiliser l'Ukraine comme moyen de chantage politique. Par exemple, Viktor Orbán, Premier ministre hongrois, a réussi à soutirer dix milliards d'euros à l'UE en échange de son vote sur le programme d'aide à l'Ukraine. Les agriculteurs européens ont reçu davantage de subventions de l'UE en raison du blocus du commerce ukrainien. En outre, de nombreuses armées européennes ont procédé à des améliorations d'équipement assez lucratives, en utilisant l'aide à l'Ukraine comme excuse pour obtenir le soutien des États-Unis et de l'Allemagne. Quant au ministère australien de la défense, il a décidé, pour des raisons internes, de détruire des hélicoptères plutôt que de permettre à l'Ukraine de les utiliser pour évacuer des combattants blessés.

L'aide à l'Ukraine ne dépend pas tant du soutien de la majorité de la société occidentale à l'Ukraine que de l'ampleur des capacités de résistance de l'Occident au chantage de ces groupes restreints mais bien organisés. Pas seulement sur l'Ukraine, car ces groupes cherchent à influencer la société sur d'autres questions. C'est particulièrement vrai lorsqu'il s'agit de l'extrême droite. Presque partout, c'est l'extrême droite qui bloque le soutien à l'Ukraine. Après l'armée russe, elle est l'ennemi numéro 2 de l'État ukrainien. Même ceux qui ont soutenu l'Ukraine au début de l'invasion (comme le parti polonais Droit et Justice, PiS) utilisent aujourd'hui une rhétorique anti-ukrainienne pour plaire à leurs électeurs.

La meilleure façon de soutenir la gauche ukrainienne est de soutenir l'Ukraine et sa résistance. Ayant vu à plusieurs reprises des missiles anti-aériens occidentaux abattre des drones et des missiles russes depuis la fenêtre de ma maison, je peux affirmer avec certitude que l'aide militaire occidentale sauve des vies ukrainiennes. Les Ukrainien·es suivent activement la politique des pays occidentaux et, à bien des égards, les considèrent comme un modèle auquel aspirer. Les Ukrainien·es n'oublieront jamais qui, à l'Ouest, les a soutenu·es et qui s'est opposé à eux.

Étant donné que la plupart des mouvements de droite mènent des politiques anti-ukrainiennes, les militant·es de gauche qui défendent l'Ukraine à l'étranger contribueront à rehausser l'écho de la gauche en Ukraine même. Si vous voulez nous soutenir, soutenez l'Ukraine. Participez à des actions, demandez à vos représentants de soutenir l'Ukraine, parlez de nous dans les médias. En outre, soutenir directement les organisations ukrainiennes de gauche, telles que les syndicats ukrainiens (par exemple la Confédération des syndicats libres d'Ukraine et la Fédération des syndicats d'Ukraine), les collectifs de solidarité, l'organisation féministe FemSolution, le Mouvement social et Спільне/Commons contribuera à nous faire apprécier à l'intérieur du pays.

Le gouvernement Zelensky s'est rangé du côté d'Israël dans son occupation de Gaza, tandis que le Mouvement social a récemment publié une déclaration intitulée « De l'Ukraine à la Palestine - L'occupation est un crime » [3]. Quelle est l'opinion en Ukraine sur ce conflit ? Est-elle en train de changer ?

Il n'est pas tout à fait exact que le gouvernement ukrainien soutient pleinement Israël. L'Ukraine a voté en faveur de pratiquement toutes les résolutions pro-palestiniennes aux Nations unies. Zelensky lui-même soutient publiquement la politique des deux États et l'indépendance palestinienne. Les paroles de soutien à Israël étaient largement opportunistes, malavisées et hors contexte. Elles ont été prononcées peu après le 7 octobre, qui a été un crime terrible, quelle que soit l'appréciation que l'on porte sur les actions ultérieures d'Israël. La politique étrangère ukrainienne souffre d'opportunisme mais, sur la question de la Palestine, l'Ukraine a une bien meilleure position que la plupart des pays développés.

La plupart des Ukrainien·es connaissent mal le Moyen-Orient et ses conflits. Mais la guerre à grande échelle a eu tendance à populariser une position pro-palestinienne. La plupart des Ukrainien·es ont une très mauvaise opinion des autorités israéliennes en raison de leur amitié avec les dirigeants russes. Aujourd'hui encore, alors que la Fédération de Russie fournit des armes aux groupes anti-israéliens, Israël refuse de lever son embargo sur les armes fabriquées avec la technologie israélienne depuis l'Europe vers l'Ukraine. Deuxièmement, de plus en plus d'Ukrainien·es commencent à se familiariser avec les connaissances post-coloniales et à établir des parallèles entre les actions d'Israël et de la Russie : attaques aveugles contre des zones résidentielles, implantation de colonies dans les territoires occupés, etc.

La principale différence entre nos conflits est que le peuple ukrainien dispose d'un État pleinement opérationnel, alors que le peuple palestinien en est privé. Il est certain que la Russie aimerait qu'il en soit de même pour l'Ukraine, car il lui serait plus facile de tuer les Ukrainiens si nous n'avions

pas notre propre État. Nous l'avons vu lors de la guerre russo-itchkérienne [4]. À bien des égards, Netanyahou ne fait que répéter ce que la Russie a fait à l'Itchkérie. C'est pourquoi les Ukrainien-es doivent en savoir plus sur la Palestine, non seulement pour des raisons morales, mais aussi pour nous mettre en garde contre les objectifs de notre ennemi et les méthodes qu'il pourrait utiliser.

Federico Fuentes

Viktoriiia Pihul

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Presse-toi À Gauche

<https://www.pressegauche.org/La-resistance-ukrainienne-et-la-normalisation-de-la-guerre>

14 mars 2024 | tiré d'u site entre les lignes entre les mots

<https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2024/03/19/ukraine-la-normalisation-de-la-guerre-a-grande-echelle-a-vu-le-retour-de-la-confrontation-politique>

Notes

[1] Un bon exemple de cette narration est l'article de Politico publié le 8 février sous le titre « Zaloujny sort, le "boucher" entre en jeu ».

[2] « Des tensions s'accroissent dans la société ukrainienne en raison des politiques néolibérales imposées par le gouvernement », 3 février 2024, Presse-toi à gauche !
<https://inprecor.fr/node/3830>

[3] « De l'Ukraine à la Palestine - L'occupation est un crime », 31 janvier 2024.
<https://inprecor.fr/node/3839>

[4] La Russie a répondu militairement à la déclaration de l'indépendance de la République tchétchène d'Itchkérie en 1991 par deux guerres sanglantes (1994-1996 et 1999-2009). Selon les données de différentes ONG, ces conflits auraient causé la mort de plusieurs dizaines de milliers de personnes et le déplacement de quelque 350 000 réfugié-es (la majorité étant revenue après la fin du conflit). Le clan Kadyrov, soutenant la Russie, a par cette guerre pris la tête de la Tchétchénie réintégrée au sein de la fédération de Russie.